

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Juin 2010

SOMMAIRE

Evénement	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	13
Amérique du Nord	16
Asie	17
Europe	20
Méditerranée	23
Jeunesse.....	30
Tourisme responsable	31
Institutions européennes	32
CGLU	35
Etudes	36
Actualités	37
Agenda	39
Publications	42

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Réunion du groupe-pays Bénin

Le groupe-pays Bénin, le 5 mai, a pu lors d'une nouvelle séance de travail avancer un peu plus encore sur le contenu des futures Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise, Assises désormais envisagées à la rentrée (septembre-octobre). Le groupe-pays demeure dans l'attente de dates précises de ces rencontres.

ACTUALITÉS CAMEROUN

Symposium TIC Afrique 2010, du 20 au 23 Juillet 2010, à Yaoundé

L'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) devient un phénomène incontournable, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la gouvernance.

Parallèlement, leur utilisation semble pouvoir favoriser l'accès à l'information, la construction des connaissances et l'acquisition des savoirs, mais aussi accroître la réussite éducative et favoriser l'emploi des jeunes.

Tenant compte de ces problématiques le Consortium d'Appui aux Actions pour la Promotion et le Développement de l'Afrique (CAPDA) organisera du 20 au 23 juillet 2010 à Yaoundé « le Symposium TIC Afrique 2010 », en partenariat avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et le gouvernement camerounais.

Ce symposium devra débattre des stratégies d'intégration et d'usage des TIC dans l'éducation, la formation et la gouvernance, pour fédérer les parties prenantes locales des TIC en vue de les amener à participer au processus de lutte contre la pauvreté et la réduction de la fracture numérique.

Plus d'informations sur cet événement :

Michel Tchonang Linze, coordinateur général CAPDA

Courriel : capdasiège@gmail.com / forumtic2005@yahoo.fr

Site Internet : www.capda.net

ACTALITÉS GUINÉE

Elections présidentielles

En Guinée, la Cour suprême a retenu les candidatures de 24 civils pour l'élection présidentielle

du 27 juin prochain, sur les 36 dossiers qui lui avaient été soumis, a annoncé lundi soir le président de l'institution, Mamadou Sylla, en audience publique à Conakry. Aucun membre de l'armée ne se présentera donc à la présidentielle, dans ce pays marqué par un demi-siècle de régimes militaires autocratiques. Une seule femme est candidate : Kaba Hadja Saran Daraba, ancienne ministre sous le régime du défunt général-président Lansana Conté (1984-2008).

(Source : RFI : www.rfi.fr/contenu/20100525-presidentielle-guinee-cour-supreme-rend-public-liste-candidats ; 25 mai 2010)

La Guinée : quel avenir après le massacre du 28 septembre 2009 ?

Plusieurs structures françaises et guinéennes ont organisé le 11 mai 2010, une conférence-débat sur les événements tragiques qui se sont déroulés en Guinée, le 28 septembre 2009. Étaient parties prenantes : Aide et Action, la Ligue des Droits de l'homme, le CFSI, la CGT et la CFDT en partenariat avec la Mairie de Paris.

Les débats ont porté sur la Guinée d'aujourd'hui après le 28 septembre 2009.

Les éclairages apportés par Mohammed Bedjaoui, membre de la Commission d'enquête internationale de l'ONU, et le Magistrat Sénégalais Amady Ba, chef de la section de la coopération du bureau du procureur de la Cour Pénale Internationale ont été très appréciés.

Pour plus d'information :

Sonia Violas

Courriel : sonia.violas@aide-et-action.org

Site Internet : www.aide-et-action.org

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure.

Actualités du groupe-pays

Le groupe-pays Madagascar a tenu une réunion ouverte aux ONG et autres structures actives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement le 4 mai. Co-organisée avec pS-Eau, le contenu de l'information a été riche, en particulier du fait de la présence d'une délégation malgache, dont le directeur général du ministère de l'Eau et la représentante du réseau Ran'-Eau, partenaire de pS-Eau à Madagascar. Une cinquantaine de personnes ont participé à cette journée d'échanges.

Le 26 mai s'est tenue, dans les locaux de l'AFD, la restitution de l'étude de capitalisation sur le « **projet de réhabilitation et d'appui institutionnel pour la mise en place et la gestion**

des marchés de Mahajunga », journée organisée conjointement par l'IRCOD-Alsace, la Ville de Mulhouse et l'AFD. Cette capitalisation est notamment disponible sur le site www.afd.fr, série publication ex-post. La prochaine réunion du groupe-pays y reviendra. Prochain rendez-vous du groupe-pays : le 5 juillet, au Palais des Congrès, dans le cadre du 1er Forum de l'ICIC, pour une réunion de 15h30 à 17h, en présence du ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire malgache.

ACTUALITÉS MADAGASCAR

Vers des élections présidentielles ?

Le gouvernement devrait nommer les membres du Conseil Constitutionnel au cours d'un prochain conseil des ministres. Le dialogue national continue à rencontrer beaucoup de difficultés pour se mettre en place. En effet, le 27 mai 2010, ce dernier devait se réunir mais aucune invitation n'avait été distribuée aux participants. Andry Rajoelina a partiellement remanié son gouvernement lundi 25 mai 2010, faisant entrer dix nouveaux ministres dont cinq militaires dans le cabinet et remerciant quelques anciens. Ce gouvernement doit, selon ce dernier, conduire le pays aux élections prévues à la fin de l'année. L'opposition dénonce une nouvelle opération unilatérale. Par ailleurs, le président malgache a affirmé, le mercredi 12 mai au soir, qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection présidentielle.

Un calendrier a été mis en place pour mener la transition qui doit s'achever par une élection présidentielle le 26 novembre 2010. Un référendum constitutionnel est prévu le 12 août et des élections législatives le 30 septembre. Enfin, Monsieur Rajoelina a estimé que les anciens présidents du pays aujourd'hui dans l'opposition ne devraient pas être candidats.

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche

Réunion du groupe-pays Mali

Le groupe-pays Mali, le 26 mai a réuni de nombreux représentants des collectivités, de leurs associations de jumelage et de délégués du MAEE, sur les aspects sécuritaires au Nord Mali, la situation alimentaire au Sahel, mais aussi, des regards croisés sur les évolutions récentes de la coopération décentralisée franco-malienne. La formation des élus maliens a également été abordée, avec la décision prise d'un rapprochement collectif du groupe-pays Mali en direction du centre de formation national.

Le groupe santé Mali s'est retrouvé en marge du groupe-pays Mali, le 26 mai. Cela a été une nouvelle fois une occasion de constater l'absence de disponibilité de nouveaux fonds pour les ONG et collectivités françaises et maliennes ; une opportunité semble cependant

exister du côté de la délégation de l'Union européenne, pourvu qu'une structure veuille bien monter un dossier de demande de financement...

Cette réunion a été structurée autour de la présentation de la campagne pour la santé maternelle de plusieurs ONG françaises, dont Oxfam France Agir ici ; Julien Potet responsable plaidoyer pour les services essentiels est venu la présenter.

Plus d'information : www.santepourtoutes.org

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député maire d'Argenton-sur-Creuse

Réunion du groupe-pays Mauritanie

Le groupe-pays Mauritanie s'est retrouvé le 20 mai, pour une journée d'échange autour de la décentralisation et de la culture. L'absence du directeur général des collectivités territoriales, Abdi Ould Horma, a été vivement regretté, mais la présence de Son Excellence Madame l'Ambassadeur et du président du groupe-pays, Michel Sapin, fraîchement rentré de Mauritanie, ont permis des échanges intéressants. Il s'agira dans les prochains mois de recenser les différents supports culturels dont disposent les villes et comité de jumelage en vue d'une réflexion plus large sur la manière de valoriser la culture mauritanienne en France.

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny Glières

Réunion du groupe-pays Niger

Le groupe-pays Niger s'est retrouvé le 18 mai, pour une réunion technique présidée par Stéphane Valli, président du groupe-pays Niger, sur la crise alimentaire qui a lieu au Niger. L'objet de la réunion était de présenter le fruit des échanges entre le groupe technique organisé suite à la réunion du 8 avril et les propositions d'organismes, au Niger et en France, afin d'élaborer une « **action concertée des collectivités françaises en réponse à la crise alimentaire** ». A la lumière de l'évolution de la situation au Niger sur les deux derniers mois, les discussions ont porté sur la nature des actions, les montants à engager, les zones d'intervention, le mode de distribution, le calendrier des actions à mettre en place. A été décidée, l'ouverture d'un compte bancaire commun pour l'action concertée. Les collectivités qui le souhaitent pourront néanmoins verser directement leurs financements au Niger, sur les comptes bancaires des maîtres d'œuvre retenus.

ACTUALITÉS NIGER

La junte au pouvoir au Niger depuis le coup d'Etat du 18 février a promulgué un nouveau code électoral, qui réduit de cinq à quatre ans la durée du mandat présidentiel

Le chef de la junte, le général Salou Djibo, a promulgué le code électoral en apportant quelques modifications au projet qui lui avait été transmis par le Conseil consultatif. La durée du mandat présidentiel est portée de cinq à quatre ans, renouvelable une fois, afin de "**susciter une culture de l'alternance**". Le montant de la caution que doivent verser les candidats à la présidentielle est fixé à 20 millions de francs CFA (30 000 euros), contre 10 millions FCFA proposés. Le code interdit aussi aux "chefs traditionnels de participer sous quelque forme que ce soit à la campagne électorale", alors que ces responsables coutumiers sont très influents et courtisés. Les prétendants à la magistrature suprême devront avoir entre 40 et 70 ans, et un niveau d'instruction équivalent à bac+3. La junte supprime aussi l'obligation faite aux membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de prêter serment sur le livre saint de leur confession. Ce serment avait poussé le Syndicat autonome des magistrats du Niger (Saman) à boycotter cette structure au moment des scrutins organisés depuis 1999. Il est remplacé par un "serment d'engagement non confessionnel". Par ailleurs, le général Djibo a nommé par décret à la **présidence de la Ceni** le magistrat Ghoussmane Abdourahamane. Né en 1961 et originaire de la région de Maradi (centre-sud), il est peu connu du grand public. La commission, qui rassemblera des représentants des principales couches socio-professionnelles du pays, doit être installée, début juin. La junte a annoncé l'organisation d'élections, notamment présidentielle, avant le premier anniversaire du coup d'Etat, qui a mis fin à dix ans de pouvoir du président Mamadou Tandja. Ce dernier avait plongé son pays dans la crise en cherchant à se maintenir au pouvoir après la fin de son mandat légal.

(Agence France Presse ; <http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-du-niger/3180/> ; 27 mai 2010)

La junte à Bruxelles séduit l'Union européenne

Une délégation du gouvernement nigérien s'est déplacée à Bruxelles (Belgique) pour plaider sa cause auprès de l'Union européenne, son principal bailleur de fonds. Ainsi à l'issue de cette première prise de contact, l'UE s'engage à une reprise graduelle de la coopération avec le Niger. Cependant, elle a tenu à rappeler que le coup d'Etat contre Tandja est une violation des accords de Cotonou. Toutefois à travers ce rappel, l'UE tient à ne pas faire croire qu'elle cautionne le coup de force. L'Europe promet de soutenir financièrement et matériellement le Niger dans sa volonté de retour à la démocratie.

Les Nigériens précisent que le nouveau code électoral sera promulgué dès ce jeudi 27 mai. La commission électorale nationale indépendante (CENI) sera quand à elle, mise sur pied le 8 juin prochain. Cette transition a environ 10 mois pour prendre fin et le chef de la junte Salou Djibo, a donné le gage qu'aucun membre de la transition ne sera candidat à la prochaine présidentielle. Il aussi tenu à préciser que les militaires regagneront leurs casernes

une fois la mission terminée. Les discussions, qui continuent toujours, s'annoncent assez prometteuses avec les techniciens de l'union européenne qui se disent convaincus par les arguments présentés par leurs invités.

(Source : http://www.nouvelle-afrique.com/La-junte-a-Bruxelles-seduit-l-Union-Europeenne_a1555.html ; 30 mai 2010)

Le Chef de l'Etat reçoit une délégation du Comité interparlementaire de l'UEMOA

Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, Chef de l'Etat, le Général de Corps d'Armée Djibo Salou, a reçu en audience, une délégation du Comité interparlementaire (CIP) de l'UEMOA conduite par Oundé Touléma, président du CIP.

Parlant de l'objet de leur entretien avec le Chef de l'Etat, Oundé Touléma a indiqué que le Comité Interparlementaire, qui est l'organe parlementaire de l'Union, a jugé nécessaire d'effectuer cette mission qui s'inscrit dans le cadre des attributions du CIP, particulièrement de sa structure de veille démocratique qu'est le Conseil Parlementaire pour la Paix. Oundé Touléma a déclaré avoir assuré le Chef de l'Etat de leur solidarité dans la poursuite de la nouvelle dynamique enclenchée depuis le 18 février 2010 qui, a-t-il dit, est “ porteuse de normalisation constitutionnelle, de démocratie et de paix sociale ”.

(Source : http://lesahel.org/index.php?option=com_content&view=article&id=4482:le-chef-de-letat-recoit-une-delegation-du-comite-interparlementaire-de-luemoa&catid=34:actualites&Itemid=53 ; 24 mai 2010)

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

Préparation des ateliers pour les premières assises de la coopération décentralisée sénégalo européennes à Dakar, 4 et 5 novembre 2010

Suite à la fixation définitive et officielle de la date des assises à Dakar les 4 et 5 novembre 2010, nous invitons l'ensemble des collectivités et membres du Groupe Pays à participer à **une réunion préparatoire** qui se tiendra en marge de l'Assemblée Générale de Cités Unies France et du 1er Forum de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités (ICIC) **le 6 juillet au Palais des Congrès de Paris, à partir de 14h30.**

Pour les collectivités territoriales qui ne pourraient malheureusement pas être présentes lors de cette réunion, nous les encourageons vivement à nous faire part de leurs suggestions par courriel. Une large mobilisation permettra d'assurer le succès de cette importante manifestation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES PÔLE AFRIQUE

« Si vous mettez un bateau dans n'importe quel port africain et proclamez que vous cherchez des esclaves pour l'Europe, le bateau va se remplir immédiatement »

Ibrahima Thioub, professeur d'histoire à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar est spécialiste des traites négrières de l'esclavage et de la décolonisation.

Il a participé à l'ouvrage « L'Afrique de Sarkozy, un déni d'histoire » (Karthala 2008).

Dans un entretien accordé au Monde daté du 1^{er} juin 2010, il explique les différents paramètres à l'origine d'une redéfinition du colonialisme et des traites négrières, aujourd'hui relayé par une exploitation et une inégalité endémiques.

Selon lui, pendant la période coloniale, l'esclavage était coordonné par les compagnies européennes qui fournissaient des biens destructeurs (armes, alcool, etc.), et piloté par les élites africaines qui organisaient la chasse aux esclaves. Aujourd'hui, le système s'est perfectionné, dans la mesure où les esclaves se livrent eux-mêmes, devenant des émigrés.

Si l'époque où les Africains jouaient l'Occident contre le communisme pour obtenir le maximum est révolue, le jeu d'influences s'est aujourd'hui complexifié, la Chine, l'Inde l'Iran devenant des sphères d'influences face aux anciennes puissances coloniales.

Ce changement dans les jeux d'acteurs internationaux ne modifiera cependant rien.

En effet, selon le professeur Ibrahima Thioub : « Tant que nos élites se contenteront de multiplier leurs partenaires pour leur livrer des matières premières et non développer la production, elles reproduiront le système qui à mis l'Afrique à genoux ».

(Source : le Monde, daté du mardi 1^{er} juin 2010)

SECURITE SOUS-REGIONALE

Flintlock 2010 : un partenariat d'envergure contre la criminalité dans la zone sahelosahélienne

L'opération Flintlock 2010 s'est achevée le 24 mai 2010 sous la présidence du chef de l'État du Mali, Amadou Toumani Touré. Il était accompagné à cette fête militaire par un hôte de marque Jacob-Jack Lew, le secrétaire d'État adjoint américain pour la gestion et les ressources. Une présence qui atteste de l'importance que les Etats-Unis accordent à la lutte contre la criminalité dans la bande sahelosaharienne. Cet espace est devenu le théâtre d'activités illicites menées par des bandes appartenant au crime organisé.

L'espace concerné couvre 8 millions km² dont 700 000 au Mali. Le général Gabriel Poudiougou, le chef d'Etat-major général des armées, a ainsi décrit Flintlock comme un outil important du partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme destiné à renforcer les capacités et l'interopérabilité des forces. L'opération qui a duré trois semaines a regroupé

le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal, le Tchad avec l'accompagnement déterminant des États-Unis et de certains pays de l'Union européenne comme l'Allemagne, la France, l'Espagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.

(Sibiri Konaté ; <http://www.bamanet.net/index.php/actualite/essor/9118-flintlock-2010--un-partenariat-denvergure-contre-la-criminalite-dans-la-zone-sahelo-saharienne.html> ; 26 mai 2010)

AGRICULTURE, SECURITE ALIMENTAIRE

Kidal (Mali) : les animaux victimes de la sécheresse

Avec une population composée à 95% d'éleveurs, le problème de sécheresse est majeur dans la région de Kidal. Les statistiques de la direction régionale des productions et industries animales (DRPIA) évaluent le cheptel à 911 886 têtes, toutes espèces confondues. La culture pastorale caractérisée par le nomadisme et la transhumance est basée sur le mode d'élevage d'extensif. Il laisse peu de place à l'alimentation du bétail en apport de complément, surtout d'aliments agro-industriels.

Plusieurs familles sont contraintes à l'exode, témoigne Arbacane Ag Abzayack, maire de la commune urbaine de Kidal. Aujourd'hui, tous les propriétaires de bétail ont parqué l'essentiel de leur troupeau à la maison. Par ailleurs, même si l'eau est disponible, le manque de fourrage et d'autres apports comme l'aliment bétail, pousse les éleveurs à migrer vers les zones où existent encore quelques rares pâturages. La période de soudure s'est précocement installée depuis les mois de novembre et décembre 2009. L'état physiologique du cheptel s'est profondément dégradé. Il en a résulté une chute vertigineuse de la valeur marchande des animaux sur le marché.

(Cheick Amadou Dia ; <http://www.essor.ml/economie/article/kidal-les-animaux-victimes-de-la> ; 26 mai 2010)

La France a pris la mesure de la gravité de la situation alimentaire

La session extraordinaire des ministres de l'Agriculture, du Commerce, et Affaires sociales et/ou Humanitaires de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) sur la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, s'est achevée mercredi (19 mai) à Lomé.

Lors de cette réunion, l'ambassadeur de France au Togo, Dominique Renaux, est intervenu pour souligner que la France avait pris la mesure de la gravité de la situation alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, indique jeudi un communiqué de la représentation diplomatique. Pour répondre à la crise régionale au Sahel, la France a alloué, de manière rapide et anticipée, plus de 6 millions d'euros en faveur des populations affectées (dont 3 millions au Niger et 1,8 million au Tchad) ce qui représente près de 30% des premières

tranches consacrées à l'aide alimentaire française dans le monde en 2010.

(Source : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/La-France-a-pris-la-mesure-de-la-gravite-de-la-situation-alimentaire> ; 20 mai 2010)

Financement des engrais en Afrique : l'implication des gouvernants souhaitée

En prélude aux Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (Bad) qui se tenaient du 27 mai au 28 mai, à Abidjan Côte d'Ivoire, un important panel portant sur "le mécanisme africain de financement du développement des engrais (Mafdé)" avait eu lieu le 25 mai. Ce dernier est né de la volonté des chefs d'Etat africains à un sommet à Abuja, en 2006, et suite aux constats selon lesquels **de nombreuses régions africaines du continent africain souffrent de l'insécurité alimentaire et du fait que le taux moyen d'utilisation des engrais en Afrique est de 1/10^e de la moyenne mondiale.**

Pour permettre aux agriculteurs africains de passer d'une agriculture de subsistance à la production de récoltes suffisantes et d'excédents commerciales en utilisant de façon abordable l'engrais, le Mafdé veut accroître l'utilisation des engrais passant d'environ 10kg/ha à 50 kg/ha, d'ici à 2015. Selon le premier conférencier, Dr Augustine Langyintuo, de l'alliance pour la révolution verte en Afrique, section du Kenya (Agra), "aucune région du monde n'a été capable d'étendre sa production agricole sans l'utilisation de l'engrais". Il préconise donc que ce programme soit soutenu à travers des partenariats publics et privés avec une politique définie par les gouvernants. Car a-t-il dit, " les gouvernements ne soutiennent pas suffisamment les paysans pour l'acquisition des engrais ".

(Auteur : Cinthia R Aka : <http://www.lenouveaureveil.com/a.asp?n=365229&p=2529> ; date : 27 mai 2010)

Programme sous régional de formation participative en gestion intégrée de la production... - Bénin, Burkina, Mali et Sénégal

Du 25 au 27 mai 2010, une centaine de formateurs en Bonne Pratique Agricole (BPA) se sont réunis à Bobo-Dioulasso afin de débattre des nouvelles avancées en matière de production mixte (coton-céréales-élevage) qui ont pour objectif d'améliorer les rendements, d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits agricoles. Notons que les bonnes pratiques agricoles ont été initiées en 2005 par le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, l'INERA, l'UNPCB et la FAO. Elles sont soutenues par les Pays-Bas et l'Union européenne.

Cet atelier de formation et de recyclage des formateurs en BPA a été organisé dans le cadre du projet FAO-GCP/RAF/009/NET dit « Programme sous régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures à travers les champs-écoles des producteurs (GIPD/CEP) ».

Il s'agit d'un projet sous-régional présent au Bénin, Burkina, Mali et Sénégal. Il vise de façon

spécifique à préserver les cultures des ennemis naturels, à assurer un entretien professionnel des champs et à encourager l'utilisation de la fumure organique et des bio-pesticides.

(Adaman DRABO ; <http://www.sidwaya.bf/spip.php?article4830> ; 27 mai 2010)

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Retour de mission à Haïti

Une délégation de Cités Unies France s'est rendue à Haïti, du 16 au 28 mai 2010. La délégation était composée de Joseph Tréhel, conseiller spécial pour Haïti de Cités Unies France (et représentant de l'Association des Régions de France pour cette mission), Felicia Medina, chargée de mission Amérique latine et Caraïbes, Catherine Granel, directrice de cabinet de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique) et Fred Violet, directeur général des services de la CACEM.

Les objectifs de cette mission étaient multiples. Il s'agissait :

- d'identifier des zones géographiques, des partenaires, des pistes d'actions et/ou domaines d'intervention pour les collectivités territoriales françaises, afin de dégager des propositions d'actions à soutenir à travers le fonds de solidarité, mais également pour opérer un rapprochement entre collectivités françaises exprimant la volonté de travailler avec des collectivités haïtiennes, et inversement, et ainsi faire vivre la coopération décentralisée ;
- de renforcer les coopérations existantes entre collectivités françaises et haïtiennes ;
- de rencontrer l'intercommunalité de la région des Palmes, avec la Fédération des municipalités canadiennes (FCM) et l'Association des Villes Néerlandaises (VNG).

La première semaine du séjour a permis d'effectuer des visites de terrain avec FCM et VNG, dans l'intercommunalité des Palmes composée des 4 communes, Léogane, Gressier, Grand-Goave et Petit Goave. Le but de la démarche vise à travailler conjointement dans cette région, pour répondre à une demande du Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales d'Haïti. Par ailleurs, la délégation a rencontré des organisations internationales, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et UN habitat, des ONG haïtiennes, les ambassades de France et du Canada, ainsi que les associations d'élus haïtiens.

Lors de la deuxième semaine, la mission de Cités Unies France s'est rendue dans le département de la Grande Anse, à la demande du maire des Abricots, président de l'association départementale, pour y rencontrer les maires du département de la Grande Anse. Ces élus ont formulé des propositions de coopération à démarrer avec toute collectivité française désireuse de nouer une relation dans le cadre de la coopération décentralisée. Pierre Lombion, de la commune de Morne à l'eau qui travaille avec la commune des Abricots, a participé à cette partie du séjour. Des pistes concrètes de travail se dégagent aujourd'hui, notamment dans le domaine de l'éducation. Les conclusions de cette mission seront discutées avec les membres du groupe-pays Haïti, les membres du comité des donateurs du fonds solidarité de Cités Unies France et toute collectivité intéressée par la coopération décentralisée avec Haïti, le mardi 6 juillet à l'occasion du Forum de la Coopération internationale des Collectivités.

Une visite a également été effectuée dans le département de l'Artibonite pour y rencontrer les partenaires de la région Ile-de-France.

ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE

VI^e Sommet des chefs d'état et de gouvernement Union européenne/Amérique latine - Caraïbes

Le VI^e Sommet Union européenne/Amérique latine - Caraïbes, réunissant une soixantaine de chefs d'Etat et chefs de gouvernements (27 européens et 33 latino-américains), s'est tenu les 17 et 18 mai derniers à Madrid, alors que l'Espagne assume la présidence de l'Union européenne.

L'événement avait pour objectif de resserrer les liens politiques, tout particulièrement sur les difficultés engendrées par la crise économique et sur les moyens de lutter contre les bouleversements climatiques.

Les relations commerciales étaient au cœur des débats.

Lors de la clôture de l'événement, M. Zapatero, premier ministre espagnol, a dressé le bilan du Sommet : conclusion d'un accord de partenariat entre l'UE et l'Amérique centrale, accords multilatéraux avec le Pérou et la Colombie, et reprise officielle des négociations avec le Mercosur. Mais, selon lui, la décision la plus importante du sommet a été de ne pas oublier les citoyens d'Haïti.

La Déclaration de Madrid, signée en fin de Sommet, consigne la volonté de coopération des deux régions sur le plan technologique, de l'innovation et de la connaissance en tant que moteurs de développement durable au service de l'insertion sociale. Le Chili accueillera le VII^{ème} sommet UE-ALC en 2012.

II^e Forum des Gouvernements Locaux de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes

La deuxième édition du Forum des Gouvernements Locaux de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes s'est déroulée du 5 au 7 mai 2010, à Vitoria-Gasteiz, en Espagne.

Le Forum était organisé par la ville de Vitoria-Gasteiz, la Fédération espagnole des municipalités et provinces et du gouvernement espagnol, avec la participation de Cités et Gouvernements Locaux Unis et de ses sections européennes (CCRE) et latino-américaine (FLACMA). Il a réuni plus de 60 élus de villes et représentants d'associations nationales et régionales de gouvernements locaux, en vue de réaliser un travail de plaidoyer sur l'agenda politique du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement Union européenne - Amérique latine - Caraïbes.

La « Déclaration Vitoria-Gasteiz » reflète la position des gouvernements locaux et régionaux des deux régions sur l'innovation et la technologie comme moteur de développement et de cohésion sociale. Ce document final souligne l'importance de renforcer le concept d'innovation sociale lié aux politiques publiques locales, dans des domaines tels que « la cohésion sociale, les services publics, la durabilité environnementale, la gouvernance et

le renforcement des institutions démocratiques, la compétitivité et le développement économique local ». Le texte précise qu'« il est indispensable de renforcer les gouvernements locaux et de les doter de pouvoir politique et de ressources suffisantes ».

La « Déclaration Vitoria-Gasteiz » est accessible à l'adresse suivante :
<http://www.observ-ocd.org/temp/libreria-323.pdf>

OBSERVATOIRE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE UNION EUROPEENNE – AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

Edition du bulletin n° 16 de l'Observatoire

En ce qui concerne la coopération décentralisée Union européenne - Amérique latine et Caraïbes, l'édition du bulletin n°16 traite les « Journées de la Coopération décentralisée de l'Union européenne » et le « Rôle des gouvernements locaux dans le cadre de la présidence espagnole de l'Union Européenne ».

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site anglo-espagnol :
<http://www.observ-ocd.org/boletin.asp>

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

Roland Ries préside la Conférence « Mobilité urbaine et interurbaine au cœur de la coopération internationale », le mardi 6 juillet 2010, 9h30-11h00, au Forum de la Coopération internationale des Collectivités, au Palais des Congrès de Paris

La Conférence « Mobilité urbaine et interurbaine au cœur de la coopération internationale » abordera la coopération internationale des collectivités, en particulier avec deux pays, confrontés à des défis immenses au plan de la mobilité urbaine et interurbaine : les Etats-Unis et l'Inde.

Les Etats-Unis ont commencé à repenser leur approche de mobilité, confrontés aux limites du « tout-automobile ». La délégation menée par Roland Ries, maire de Strasbourg et président du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France, à Washington DC, en juin 2009, a constaté une volonté d'évolution vers une société et une économie plus durables. Ceci a été confirmé par Ray LaHood, Secrétaire aux transports dans l'administration Obama, lors de sa rencontre avec la délégation française.

La délégation était composée de quatre associations d'élus et de collectivités : aux côtés de Cités Unies France, il y avait l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), la Fédération nationale des Entreprises publiques locales et le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART), dont M. Ries assure la présidence.

L'Association nationale du transport public (American Public Transportation Association - APTA) avait accueilli très favorablement une proposition du GART d'un partenariat sur le développement des transports publics.

Parmi les intervenants, nous citons **Cynthia Ghorra-Gobin**, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des villes américaines et leur aménagement et des représentants d'entreprises françaises actives dans le domaine des transports.

Pour plus d'information voir le site Internet dédié au Forum :

<http://www.mediacontactservices.com/coopdec-icic/>

Pour plus d'information :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ARMENIE

Réunion conjointe de préparation de l'atelier « Mutualisation et perspective européenne » pour la préparation des prochaines Assises de la coopération décentralisée franco-arméniennes, le 21 mai 2010

Dans le cadre de la préparation des Assises franco-arméniennes à Erevan, le conseil général de l'Isère a organisé en partenariat avec Cités Unies France une réunion conjointe de préparation de l'atelier « Mutualisation et perspective européenne », sous l'impulsion des chefs de files français de cet atelier, Cités Unies France et le « Groupe Programme Mutualisé conseil général de l'Isère. »

Cette réunion a été l'occasion de travailler à l'écriture d'une note problématique, fil conducteur de cet atelier. Ont également été abordées la définition des interventions à programmer et la répartition des rôles de présidents, animateurs et rapporteurs. Ces propositions seront ensuite discutées et validées avec les partenaires arméniens.

Le compte-rendu de la réunion est disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Le comité de pilotage commun franco-arménien, le 18 juin 2010, à Erevan

Ce comité commun réunira les présidents des comités de pilotage Lyon et Erevan, ainsi que les chefs de file français et arméniens. La ville de Lyon sera représentée par Hubert Julien Laferrère, vice-président du Grand Lyon, chargé de la coopération décentralisée, et Cités Unies France.

Les premiers éléments d'information concernant cette journée :

- **Matin** : visite des lieux qui accueilleront les assises les 7 et 8 octobre ;
- **Après-midi** : réunion de travail pour la préparation des ateliers et des Assises ; le projet de déclaration ou de « charte franco-arménienne de coopération décentralisée francophone » y sera présenté.

CHINE

Président du groupe-pays : Jean Besson, président du syndicat départemental d'énergies de la Drôme, sénateur de la Drôme

Les 3^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise, coordonnées par la Région Alsace et l'Association du Peuple Chinois pour l'Amitié avec l'Etranger, se tiendront à Nanjing (Chine), les 18 et 19 juin 2010. Les débats porteront sur quatre enjeux d'actualité pour les collectivités territoriales des deux pays : l'économie, l'environnement, la société et les méthodologies au service des coopérations décentralisées.

Charles Josselin, président de Cités Unies France, s'y rendra.

JAPON

Les Deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa

Les Deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée ont eu lieu les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa. Organisées par le maire de Kanazawa, Tamotsu Yamade, et le maire de Nancy, André Rossinot, en collaboration avec Cités Unies France et avec le soutien de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales du ministère des Affaires étrangères et européennes, elles ont réuni dix-huit collectivités territoriales françaises et vingt-six collectivités japonaises.

Ces Rencontres ont fait suite à une première édition qui s'était tenue, en 2008, à Nancy dans le cadre du 150^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre la France et le Japon et du 35^{ème} anniversaire de jumelage entre les villes de Nancy et de Kanazawa.



Séance plénière : Intervention de Jacques Valade, Ambassadeur itinérant pour l'Asie, avec André Rossinot, Maire de Nancy et Président de Grand Nancy, et Tamotsu Yamade, Maire de Kanazawa

« Ces deuxièmes Rencontres ont insufflé une nouvelle dynamique à ces coopérations, essentiellement actives dans le domaine des échanges culturels.

Les villes françaises et japonaises ont saisi cette occasion pour débattre des mutations profondes, démographiques, environnementales et urbanistiques, qui les concernent directement. Plusieurs thèmes ont été abordés : la gestion des villes et des territoires, leurs expériences de gestion locale et les politiques de décentralisation.

Ces nouveaux champs de la coopération entre la France et le Japon ont permis de développer de nouveaux liens de coopération décentralisée entre les deux pays, notamment de la part des Départements et des Régions françaises, encore peu présents au Japon. »

(Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr>).

Extrait de la Déclaration finale :

« Dépassant le cadre des relations bilatérales existantes et faisant écho aux rencontres de Nancy, le succès des rencontres de Kanazawa témoigne à son tour de l'importance d'une nouvelle forme d'échange et de coopération entre collectivités territoriales prêtes à collaborer de manière plurilatérale pour faire face aux défis communs. (...)

Nous sommes persuadés de l'importance d'organiser régulièrement ces rencontres qui font avancer la coopération concrète au niveau local. Nous sommes convaincus enfin qu'elles contribuent au développement et à l'approfondissement des liens entre nos deux pays. Nous convenons d'organiser la troisième édition des Rencontres, à Chartres, en France, en automne 2012.

Dans cette perspective, nous convenons de promouvoir le partage d'informations et le maintien d'une étroite communication entre nous, par la création d'un comité de pilotage franco-japonais permanent et tirant parti des technologies de l'information et de la communication. »

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal, Toulouse

Assises vietnamo-françaises, les 5 et 6 novembre 2010, à Haiphong

Le comité de pilotage français de préparation des assises s'est rendu à Hanoi et Haiphong, du 31 mai au 5 juin 2010. Le groupe pays Vietnam se réunira début juillet 2010.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

BALKANS

Réunion sur les Balkans et la Serbie, le 24 juin 2010, à Cités Unies France

Alain Frémont, président du groupe-pays Serbie, convie à une réunion dans les locaux de Cités Unies France, le 24 juin prochain, les membres de Cités Unies France qui s'engagent, ou souhaiteraient le faire, dans les pays de l'Europe du sud-est que sont l'Albanie, l'ARY de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie.

Faisant suite au voyage d'étude d'avril 2010, sous la direction du président de Cités Unies France, Charles Josselin, cette réunion se divisera en deux parties.

Il sera abordé la situation dans l'ensemble de la région, en présentant notamment le compte-rendu de ce séjour. Cette première partie sera également l'occasion de faire un point sur les coopérations actuelles.

Le groupe-pays Serbie se réunira ensuite pour faire un tour de table des différentes coopérations. Par ailleurs, l'appel à proposition de la délégation de la Commission européenne en Serbie sera rendu public en juin. Cités Unies France, avec la déclaration d'intérêt envoyée à la Conférence permanente des villes et municipalités serbes (SKGO), sollicite les collectivités membres à se prononcer quant à leurs volonté de nouer des contacts avec des autorités locales serbes à travers le présent appel.

Pour ce faire, un tableau descriptif peut-être téléchargé depuis notre site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1072>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1063>

Par ailleurs, cette réunion sera l'occasion d'aborder la table ronde organisée par Cités Unies France sur l'enjeu de la coopération dans les Balkans occidentaux, lors du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, des 5 et 6 juillet prochains, au Palais des Congrès à Paris. Le formulaire d'inscription, pour ceux qui ne l'auraient pas reçu, se trouve sur la page dédiée aux Balkans sur notre site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1072>

Nous vous informons enfin, que Cités Unies France rédige actuellement le Répertoire des partenariats de la coopération décentralisée Europe du Sud-Est, listant l'ensemble des partenariats existants entre les collectivités françaises et leurs homologues de cette région. Ainsi, nous vous prions de bien vouloir nous

retourner ce formulaire au plus vite, formulaire présent également sur notre site :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article483>

L'enjeu de la coopération décentralisée dans les Balkans occidentaux

Cités Unies France organisera, le mardi 6 juillet, dans le cadre du Forum, une réunion sur la coopération décentralisée dans les Balkans. L'objectif de cet atelier est de faire un point sur la situation dans les Balkans occidentaux. Ce dernier, tout en se voulant synthétique, abordera les questions relatives aux problèmes communs auxquels sont confrontés les

Etats dans le cadre de leur intégration à l'Union européenne. Il s'intéressera également à l'actualité et à l'importance de la coopération décentralisée dans la région. Comme cela fut mentionné à de multiples reprises, la question européenne constitue la toile de fond de tous les projets, ainsi, il est crucial de se pencher sur la vision portée par les deux principales organisations européennes que sont l'Union et le Conseil de l'Europe afin de connaître les possibilités d'intervention qui sont offertes aux collectivités européennes pour soutenir leurs partenariats existants ou afin de s'engager.

Pensez à vous inscrire en ligne :

<http://www.mediacontactservices.com/coopdec-icic/page.php?rub=30&srub=70>

Mission de Cités Unies France dans les Balkans occidentaux (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo) du 12 au 17 avril 2010, conduite par Charles Josselin, président de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1056>



Alain Frémont, maire adjoint de Nevers, Jean-Louis Testud, maire adjoint de Suresnes, Rose Gomis, maire adjointe de Saint Denis, Jasmin Imamovic, maire de Tuzla, Maryse Berniau, ambassadeur de France en Bosnie, Charles Josselin président de Cités Unies France



Rendez-vous à Belgrade avec les représentants de la Conférence permanente des villes et municipalités serbes (SKGO)

RUSSIE

Troisième Rencontre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales franco-russes - « Innovation », les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg

Troisième rencontre franco-russe aura lieu les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg, Palais de la Musique et des Congrès.

La prochaine réunion du comité de pilotage aura eu lieu **le 29 juin 2010, à Strasbourg**, de 11h00 à 16h00, Hôtel de Ville, 9 rue Brûlée, salle 17.

Il est prévu que cette réunion se tienne en deux temps :

- 11h00 - 12h30 : comité de pilotage élargi
- 14h00 - 16h00 : comité de pilotage technique : travail sur le contenu des 4 ateliers, propositions de déroulement et d'intervenants.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique80>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

« France-Algérie : je t'aime, moi non plus ? »

La trentaine de collectivités locales françaises travaillant avec des collectivités algériennes se sont retrouvées pour la réunion périodique du « groupe-pays Algérie », le 19 mai dernier, au siège de Cités Unies France. Dans l'atmosphère qui, depuis 2005, se crispe un peu plus chaque année entre les deux Etats, il était important de voir comment nos coopérations fonctionnent. Comme très souvent en matière de relations franco-algériennes en perpétuel psychodrame, les expériences des uns et des autres sont apparues très contrastées :

- plusieurs coopérations traversent une passe difficile, due au partenaire algérien (décisions qui tardent à être prises, obstacles bureaucratiques de dernière minute) comme au partenaire français (plusieurs missions algériennes en France ont encore été fragilisées par des refus de visa). Les élus algériens paraissent, plus qu'avant, paralysés par un regain de centralisation.
- d'autres partenariats avancent : récente visite du maire de Dunkerque à Annaba pour « lancer » l'agence d'urbanisme ; récente mission menée à Grenoble par le wali et le maire de Constantine ; succès reconfortant des programmes de soutien aux associations s'occupant d'enfance et de jeunesse entre 5 villes algériennes et 5 villes françaises.

Il en va de même au niveau national où, malgré les crispations évoquées plus haut, le Document cadre de partenariat (DCP) a été ratifié en février par l'Assemblée nationale française. La coopération en matière éducative (formation de 2000 professeurs de français) et économique (aménagement urbain et transports) connaît un bon rythme. En même temps, nous n'avons toujours pas pu organiser avec nos partenaires les 3^{èmes} « Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités locales » qui devaient se tenir en novembre 2009, à Alger : la toute récente promotion du ministre délégué aux collectivités locales, M. Dahou Ould-Kablia, au rang de ministre de l'intérieur et des collectivités locales va peut-être nous aider à avancer sur ce point : le ministre et son bras droit, le préfet Brahim Djeflal, sont en effet depuis plus de dix ans des partenaires actifs de la coopération décentralisée.

Georges Morin,
président du groupe-pays Algérie
de Cités Unies France

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine

Une rencontre a eu lieu à la fin du mois de mai entre le nouveau wali DGCL au ministère de l'Intérieur marocain, M. Sakrouhi et le Délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales au Ministère des Affaires Etrangères et européennes, M. Joly, au sujet du fonds de soutien à la coopération décentralisée.

Le lancement de ce fonds pourrait être inauguré lors de la rencontre des deux premiers ministres marocains et français au début du mois de juillet.

A l'occasion du Forum pour la coopération internationale des collectivités, un point d'information sera fait sur l'avancée de ce fonds, le lundi 5 juillet, de 17h30 à 19h00. L'ensemble des collectivités intéressées sont conviées.

Programme Concerté Maroc : vers un dispositif ancré dans les territoires

La réunion du 26 avril dernier a réuni une dizaine de collectivités territoriales et permis d'échanger sur les attentes des collectivités à l'égard du Programme Concerté Maroc (PCM). Ce Programme, qui promeut la concertation entre organisations de la société civile, pouvoirs publics et collectivités territoriales autour de l'élaboration d'une politique jeunesse (notamment par les questions de formation et d'insertion professionnelle, d'activités génératrices de revenus...), s'achève en septembre 2010.

La nouvelle phase qui s'ouvrira en novembre 2010, pour 3 ans, mettra l'accent sur la recherche d'une meilleure implication des élus locaux marocains et l'ancrage du dispositif dans les territoires : un élu local marocain siègera dans les instances de gouvernance du programme, l'enveloppe consacrée aux soutiens des projets à l'échelle locale sera augmentée. Il est également envisagé d'associer les techniciens des collectivités locales marocaines aux formations dispensés par le Programme. Des liens seront recherchés entre le Fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine et le fonds de soutien aux projets territoriaux du Programme Concerté Maroc III.

C'est pourquoi, le Programme Concerté Maroc a rencontré, en partenariat avec Cités Unies France, la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales au ministère des Affaires étrangères et européennes, ainsi que la Direction générale des collectivités locales au ministère de l'Intérieur marocain.

Les discussions se poursuivront dans les mois qui viennent pour arrêter le nouveau dispositif du PCM.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Accompagner les collectivités libanaises dans le chantier de la décentralisation

Le groupe-pays Liban s'est réuni le 20 mai dernier et a permis, en présence des collectivités parties prenantes de ce programme concerté, de préciser l'organisation générale du programme. Pour rappel, ce projet concerté a pour objectif d'accompagner les villes libanaises dans la construction de leur décentralisation (les informations complémentaires sont disponibles sur le site de Cités Unies France).

Le MAEE a informé les collectivités de sa décision de soutenir ce projet à hauteur de la demande souhaitée par les collectivités.

Le relevé de décision de la réunion sera très prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Le président du groupe-pays invite les collectivités françaises souhaitant rejoindre la démarche à se manifester dans les prochaines semaines, afin de pouvoir finaliser avec le plus de précision possible le programme avant son démarrage, prévue en décembre 2010.

ACTUALITÉS LIBAN

Elections locales au Liban : dans l'attente des résultats

Les élections municipales ont débuté dimanche 2 mai 2010 et se sont poursuivies pendant quatre dimanches successifs, dans les quatre grandes régions du pays (Liban Nord, Liban Sud, Bekaa et Mont-Liban).

Le scrutin a commencé dans la région du Mont-Liban où les électeurs chrétiens sont majoritaires. Des chrétiens, divisés entre majorité et opposition. Mais pour ces élections locales, l'enjeu devient presque familial et du coup, les cartes sont mélangées et les enjeux brouillés. Des observateurs libanais ont d'ores et déjà regretté que les réformes promises autour de la décentralisation n'aient pas été mises en œuvre dans l'organisation de ces élections locales.

(Source : RFI)

Les premiers résultats sont déjà tombés, mais il faudra attendre le courant du mois de juin pour avoir une vision générale.

La lettre de la coopération décentralisée à paraître au mois de juillet en fera état.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN MÉDITERRANÉE

La coopération décentralisée en Méditerranée : une coopération singulière ?

A l'occasion du Forum pour la coopération internationale des collectivités, les 5 et 6 juillet

prochains, au Palais des Congrès, une session se tiendra spécifiquement sur la coopération décentralisée en Méditerranée.

Organisée en partenariat avec les présidents des groupes-pays Maroc, Algérie, Tunisie et Liban, elle aura pour objectif de souligner comment les collectivités françaises engagées dans le bassin méditerranéen ont su dépasser les difficultés rencontrées, dans un contexte centralisé, lors de la mise en œuvre de leur partenariat de coopération décentralisée.

Les pays du Sud de la Méditerranée se caractérisent en effet par un faible degré de décentralisation. Mais force est de constater que les collectivités françaises et leurs partenaires ont élaboré des projets innovants, qui méritent d'être mis en valeur pour renforcer leur capacité à être dupliqués.

La conférence, qui se tiendra le mardi 6 juillet, de 11h30 à 13h00, est ouverte à toutes les collectivités intéressées par la thématique.

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Communiqué RCDP : « Attaque d'Israël dans les eaux internationales contre la flottille humanitaire en direction de Gaza »

Vous trouverez sur le site Internet de Cités Unies France le communiqué de Claude Nicolet, président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1076>

Forum de la coopération internationale des collectivités locales, les 5 et 6 juillet, au Palais des Congrès de Paris

La coopération décentralisée française est tout particulièrement active en direction de la Palestine ; le RCDP fédérant la plupart de collectivités locales françaises engagées dans la coopération décentralisée avec la Palestine, témoigne de cette vitalité.

Le RCDP organisera, dans le cadre du Forum, une réunion sur la coopération décentralisée en Palestine, qui poserait la question, entre autres, de la situation politique au Proche-Orient et dans la Région : contexte/état des lieux des négociations de paix israélo-palestinienne/ les relations intra-palestiniennes/ l'occupation des Territoires/les coopérations au Proche-Orient...

Cette réunion a pour vocation de remettre au centre du débat et de l'attention des élus locaux la question palestinienne et cela en prévision notamment des prochaines élections municipales palestiniennes prévues pour le 17 juillet 2010.

Un certain nombre d'intervenants ont d'ores et déjà confirmé leur présence dans notre table ronde : Pascal Boniface, directeur général de l'IRIS, la direction Afrique et Moyen Orient du Ministère des Affaires Etrangères ; d'autres ont été invités : S.E.M Hayel Al-Fahoum, le nouveau délégué général de Palestine en France, Bernard Ravenel, président de la Plateforme Française des ONG pour la Palestine.

Pensez à vous inscrire en ligne :

<http://www.mediacontactservices.com/coopdec-icic/page.php?rub=30&srub=70>

KOWEÏT

Déplacement de Cités Unies France au Koweït, du 23 au 25 mai 2010

Claude Nicolet, adjoint au maire de Dunkerque, s'est rendu au Koweït, du 23 au 25 mai dernier, sous la double casquette du président du RCDP et représentant de la ville de Dunkerque. Cités Unies France était associée à cette mission.

Quelques pistes intéressantes ont été dégagées lors de la rencontre.

Claude Nicolet a pu rencontrer, entre autres, le gouverneur d'Al Ahmadi. Les échanges ont été très intéressants et ont porté notamment sur le rôle des collectivités territoriales dans les domaines de la lutte contre la pollution environnementale et industrielle, du développement urbain, du traitement et du recyclage des déchets, et de l'assainissement.



Premier conseiller Ambassade de France au Kuwait, Claude Nicolet, président du RCDP, Cheikh Dr Ibrahim al Douaij as Sabah, gouvernorat d'Al Ahmadi, Hamed al Ibrahim, directeur de l'administration des relations gouvernementales du gouvernorat d'Al Ahmadi

Au titre du représentant de Cités Unies France et du RCDP la délégation a pu rencontrer les représentants de l'OVA (Organisation des Villes Arabes). L'accord tripartite signé par l'OVA, CUF, et France Coopération internationale (FCI) en mars 2009, a pu être rediscuté dans ses grandes lignes et que deux autres réunions de travail ont été fixées dans un temps

proche: une première à Paris, lors de l'AG de CUF prévue début juillet (à confirmer), et une seconde début octobre, lors de l'AG de l'OVA à Koweït. Les membres de l'OVA attendent de recevoir une invitation de CUF pour se rendre à l'assemblée générale prévue début juillet à Paris, ainsi que les noms des personnes qui viendraient en octobre (CUF et FCI).

Des rencontres avec les deux fonds, arabes koweïtiens, ont fait émerger des nouvelles pistes de travail.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1071>

COMMISSION MÉDITERRANÉE DE CGLU

Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée

La Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements locaux unis a organisé, les 2 et 3 mai dernier, le 2^{ème} Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée à Barcelone.

Cités Unies France et les collectivités françaises y ont participé.

Pour plus d'information, voir la rubrique CGLU.

TURQUIE

Les crédits accordés aux investissements d'énergie durable en Turquie, « TurSEFF »

Dans le cadre du programme conjoint de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et du Fonds pour les technologies propres de la Banque mondiale (CTF), « *Turkey Private Sector Sustainable Energy Facility (TurSEFF)* », les banques turques Akbank, Vakıflar Bankası et Garanti Bankası vont chacune bénéficier d'une ligne de crédit de 60 millions de dollars destinée aux investissements dans l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable, tels que la réhabilitation thermique des bâtiments et l'utilisation de l'énergie géothermique, solaire, biogaz et biomasse.

(Source : Tusiad - mai 2010)

Le rapport du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe

Le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe créé par le conseil Européen a publié un rapport intitulé : « *Projet pour l'Europe à l'horizon 2030 - Les défis à relever et les chances à saisir* ». En ce qui concerne la politique de l'élargissement, le rapport souligne que l'UE devrait accomplir ses engagements pour les pays candidats qui remplissent les critères d'adhésion et qu'elle devrait être prête à accueillir des nouveaux pays candidats. Selon le rapport, l'UE devrait également poursuivre les négociations d'adhésion avec la Turquie.

Le rapport remis par le président du groupe, Felipe González, au président du Conseil européen Herman Van Rompuy le 8 mai, sera présenté au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE en juin.

Ce rapport dresse la liste d'un large éventail de problèmes auxquels l'UE et les États membres sont confrontés, comme la crise économique mondiale et les États venant au secours des banques, le changement climatique et l'approvisionnement énergétique, ainsi que les menaces que font peser le terrorisme et la criminalité organisée.

(Source : Tusiad - mai 2010)

Normalisation des relations Turquie - Arménie

La Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, a publié un communiqué de presse sur la normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie. Ce communiqué souligne l'inquiétude de l'UE à l'égard du gel du processus. Malgré la suspension de la ratification des accords de Zurich par l'Arménie, Madame Ashton invite les deux parties à reprendre le dialogue nécessaire à la stabilité de la région. Elle déclare que l'UE continuera à apporter son soutien politique et technique à ce processus et elle est prête à aider à la mise en œuvre des mesures convenues entre les deux pays.

(Source : Tusiad - mai 2010)

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Présidente du groupe thématique Jeunesse : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale, conseil régional de Bretagne

Journée d'information « Volontariats » : un fort succès reflet de grandes attentes

La réunion, organisée le 19 mai dernier, par Cités Unies France et France Volontaires, a rassemblé 130 participants dont 55 collectivités territoriales.

En ouverture, Charles Josselin, président de Cités Unies France, s'est exprimé sur l'enjeu que représente la naissance d'une culture du volontariat au service d'une citoyenneté mondiale, dans un contexte de crise peu favorable. Il a été appuyé par Jacques Godfrain, vice-président de l'Agence du Service Civique et président de France Volontaires, ce dernier ayant souligné que l'action internationale est, aujourd'hui, une pratique forte qui repose sur une connaissance et une compréhension des partenaires dont les nouvelles familles du volontariat ont vocation à accompagner la pratique de la solidarité.

Les présentations de Dante Montferrer, délégué général de France Volontaires, sur les objectifs de cette réforme et d'Inès Minin de l'Agence du Service Civique sur la mise en œuvre technique, ont permis de donner des informations nécessaires à la bonne maîtrise des dispositifs. Leurs outils de présentation sont en ligne sur le site de CUF.

Ayant suscité de nombreuses questions et remarques, les intervenants ont répondu aux collectivités et souligné que certaines demandes sont très précises et nécessitent un travail d'analyse à voir au cas par cas.

La seconde partie de la réunion a mis à l'honneur l'expérience de collectivités engagées utilisant le volontariat sous différentes formes. Les témoignages du conseil général du Finistère, qui a recours à des volontaires internationaux pour appuyer sa coopération décentralisée et de la ville Noisy-le-Sec, avec son partenaire associatif, ont apporté la dimension concrète de la place du volontariat dans l'action des collectivités.

Cités Unies France s'est engagée dans les conclusions des échanges à favoriser l'accès aux informations par le biais de son travail en partenariat avec France Volontaires, et à programmer cette réunion en région avec l'accord des intervenants.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique Tourisme responsable : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Etude « tourisme et coopération » en cours : un travail partagé

Dans le cadre de l'étude menée par Cités Unies France, un grand nombre d'entre vous avez été amenés à valider et compléter des informations concernant vos projets et leur état d'avancement.

L'étude, dont la finalisation est en cours, comprend une analyse, émanant de la veille réalisée et d'observation faite sur la base des différentes activités Cités Unies France, et une partie plus factuelle, fruit du suivi de certains de vos projets de coopérations décentralisée, ou identifiés lors d'événements. Ce dernier volet se présente sous forme d'une base de données - un répertoire - ayant vocation à favoriser le partage des initiatives et la mutualisation entre projets de coopération décentralisée. Grâce à votre participation active et au temps accordé à cette demande de validation, vous contribuez à faciliter la connaissance et donc à améliorer nos travaux d'appui.

Ainsi, nous vous remercions pour votre enthousiasme quant à la réalisation d'un tel document et serons heureux de vous retrouver, le mercredi 15 septembre 2010 après midi, pour la présentation du document final.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Programme acteurs non-étatiques (ANE & AL) et autorités locales : appel à propositions pour les autorités locales – sélection des notes succinctes

Le programme acteurs non-étatiques et autorités locales subventionne des actions de coopération ayant pour but général de réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable. Plus de 450 collectivités territoriales européennes ont répondu à l'appel multi-pays lancé en décembre dernier. **Le 30 avril**, la Commission européenne a invité, par courrier électronique et lettre, à soumettre les formulaires complets de demande et notifiera ultérieurement les résultats de l'évaluation des notes succinctes de présentation pour les propositions non présélectionnées (envoyé par lettre). Pour les projets sélectionnés, la date limite de soumission des formulaires complets de demande est **le 25 juin 2010**.

Le « dialogue structuré » : séminaire régional à Bamako - dialogue avec les autorités locales et régionales du Sud

Dans le cadre du débat européen sur l'implication des acteurs non-étatiques et des autorités locales (ANE & AL) dans la politique européenne de développement, appelé « Dialogue Structuré », a lieu à Bamako, le 2, 3 et 4 juin, le premier séminaire régional. Un blog du dialogue structuré a été mis en place à l'adresse suivante :

<http://blogs.ec.europa.eu/dialogue/>.

Rappel :

Débat sur l'implication des autorités locales dans la future programmation européenne du développement (2014-2020) : le dialogue structuré

Le **dialogue structuré** est un dialogue informel sur l'implication de la société civile et des autorités locales dans les politiques et programmes européens de développement.

Participants : la Commission, les Etats membres, le Parlement et les plateformes d'autorités locales et d'acteurs non-étatiques.

Contexte :

Ne concernant d'abord que les ONG, ce dialogue a été lancé par Europeaid, en 2002, et a donné lieu au séminaire de Palerme en 2003. Il a permis de mieux structurer la relation entre les ONG et la Commission.

En 2008, dans le contexte des nouveaux programmes communautaires et notamment le programme ANE-AL, du programme d'Accra, la Commission lancé un nouveau dialogue baptisé Palerme II dans lequel les autorités locales sont présentes pour la première fois.

Calendrier :

Juillet 2009 :	Début des échanges :
15 janvier 2010 :	Réunion préparatoire avec les plateformes
23 mars 2010 :	Lancement officiel du dialogue à Bruxelles

27 avril 2010 :	Discussion des groupes de travail (20 participants par groupes)
1-4 juin 2010 :	Séminaire régional Mali, Bamako
13 juillet 2010 :	Discussion groupe de travail
... :	Séminaire régionale Amérique latine
Octobre 2010 :	Discussion groupe de travail
... :	Séminaire Asie
Printemps 2011 :	Conférence finale de restitution

Objectifs et résultats attendus :

Objectif général : augmenter l'efficacité des acteurs impliqués dans le développement. Cet objectif sera atteint en construisant un consensus sur les principales questions concernant le rôle des acteurs non-étatiques et des autorités locales (ANE & AL) dans le développement. Le dialogue cherchera les façons d'améliorer la participation des ANE & AL à la politique et aux programmes européens de développement dans le but d'améliorer et de renforcer les partenariats et pour adapter les stratégies et modalités communautaires.

Novelle publication de Cités Unies France !

« La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne »



Cette étude, conduite en collaboration avec l'Agence française du développement (AFD), sera disponible mi-juin. Elle fera l'objet d'une restitution, le mardi 6 juillet de 14h30 à 16h00, au 1^{er} Forum de la coopération internationale des collectivités. Les résultats de l'étude soulignent que les collectivités territoriales françaises sont en face de véritables difficultés pour obtenir des financements européens dans le cadre de leur action internationale. En présence de la Commission européenne et de représentants de l'AFD et du ministère des Affaires étrangères et européennes, nous débattons de ce constat et des solutions préconisées par l'étude, telle que la création d'un pôle d'expertise européenne au sein de Cités Unies France.

Séminaire de formation, les 24 et 25 juin : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

Cités Unies France en collaboration avec l'AFD, a mis en place un pôle d'expertise européenne. Ce pôle propose d'aider les collectivités territoriales françaises à concevoir, financer, mettre en œuvre et évaluer leurs projets de coopération décentralisée à travers différents appuis : formation, accompagnements techniques personnalisés. Dans ce cadre, il

est proposé une formation dont les trois grands objectifs sont :

- identifier les financements européens pour un projet ;
- rédiger la note succincte ;
- rédiger le formulaire complet : cadre logique et budget.

Attention : il n'y a que 15 places disponibles. Une deuxième édition de cette formation sera proposée fin septembre. Le bulletin d'inscription est téléchargeable en sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1060>

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



OUVERTURE DES INSCRIPTIONS EN LIGNE AU CONGRES MONDIAL DE CGLU

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et la ville de Mexico viennent d'annoncer l'inscription en ligne au premier Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux, le Congrès Mondial de CGLU qui se tiendra à Mexico, du 16 au 20 novembre 2010.

Cette troisième édition du congrès mondial CGLU rassemblera des maires, gouverneurs, chefs de sous-régions nationales, les provinces et les autorités locales du monde entier. Le 3ème Congrès de CGLU est pour des maires et des dirigeants régionaux et locaux du monde, l'occasion de s'exprimer collectivement sur les questions qui les touchent tous les jours. Il traitera des défis actuels et de l'avenir des villes et des régions, tels que la promotion de l'innovation, la nouvelle gouvernance mondiale ou encore la ville en 2030.

Les sessions du Sommet auront lieu au sein du magnifique patrimoine architectural du centre de Mexico, l'une des plus grandes villes de notre planète, au coeur de sa diversité culturelle et de son héritage historique.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site de préparation du Sommet :
www.uclgcongress.com

COMMISSION MÉDITERRANÉE DE CGLU

Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée

La Commission Méditerranée de CGLU a organisé, les 2 et 3 mai dernier, le 2^{ème} Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, à Barcelone.

Près de 70 élus et 180 représentants d'organisations internationales, de collectivités locales et régionales, ont participé au Forum avec la volonté de contribuer à la définition et à la promotion de politiques pour le développement et la gouvernance de leurs territoires. Ils ont particulièrement appelé la Commission européenne, le Parlement et le Conseil au « renforcement du partenariat euro-méditerranéen pour la période 2014-2020 ». Ils s'inquiètent, en effet, « malgré le lancement de l'Union pour la Méditerranée, que la Méditerranée ne soit plus une priorité de la politique européenne » et, ont appelé « à ce que l'avenir de la politique de voisinage, tant en terme de degré d'intégration que de partenariat financier, respecte l'équilibre instauré entre l'Est et le Sud de l'Europe ».

A l'issue de la journée de travail et d'échanges, la Déclaration finale exprimant les attentes des élus locaux et régionaux a été validée et remise personnellement à Monsieur Ahmad Massadeh, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée afin qu'il transmette les conclusions de ce 2^{ème} Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée aux Chefs d'Etat et de Gouvernement, ainsi qu'aux responsables des institutions européennes qui se rencontreront le 7 juin 2010, à l'occasion du Sommet de l'UpM, à Barcelone.

La Déclaration finale est consultable sur le site de la Commission Méditerranée :
<http://www.commed-cglu.org/spip.php?article359>

CAHIERS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Bientôt le n° 2 des Cahiers de la coopération décentralisée !

Cités Unies France sortira dans le courant du mois de juin le n° 2 des Cahiers de la coopération décentralisée. De nouveaux auteurs, de nouveaux thèmes : l'action internationale des collectivités locales sera lue et interprétée avec des regards différents et critiques, indispensables pour renouveler et renforcer les pratiques.

Le n°1 est toujours disponible à la vente. Il sera prochainement téléchargeable librement sur le site de Cités Unies France.

PUBLICATIONS

La Revue Développement Durable et Territoires a sorti un numéro spécial intitulé « Coopération décentralisée et développement durable » sous la Direction d'Abdelkader Djeflat et Bruno Boidin, Volume 1, n°1, 2010

Pour plus d'informations : <http://developpementdurable.revues.org/>

FORMATION

« Piloter l'évaluation d'une relation et/ou d'une action de coopération décentralisée », le 24 novembre 2010

Cette formation organisée par le F3E, destinée aux élu-e-s et aux agents des collectivités territoriales, permettra de clarifier le sens d'une évaluation et d'identifier les grandes étapes du pilotage d'une évaluation externe d'une relation et d'actions de coopération décentralisée.

Programme et bulletin d'inscription : <http://f3e.asso.fr/spip.php?article926>

Information et contact : Audrey Noury (a.noury@f3e.asso.fr)

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Vers le sommet des Objectifs du Millénaire +10

La coalition française de la société civile autour des Objectifs du Millénaire pour le Développement AMCP-France a adopté son texte de positionnement, téléchargeable sur les pages Education au développement de notre site : il met en avant la nécessaire approche par les droits, la nécessaire solidarité et la nécessaire construction participative des politiques de développement. Parmi la dynamique de la participation se trouve la recommandation de faire de la gouvernance locale le 9e OMD, recommandation portée par CGLU.

Par ailleurs, AMCP-France appelle toute collectivité territoriale, association, etc. à organiser un « match de football contre les inégalités » qui permet de mettre en lumière les inégalités Nord-Sud. Pour toute information sur cette campagne, découvrez le nouveau site Internet : <http://omd2015.fr/>

Cités Unies France, l'AFCCRE, l'AMF et l'ARF travaillent aussi, avec la Campagne des Nations pour le Millénaire à la rédaction d'une délibération-type, permettant à tout conseil exécutif d'une collectivité territoriale de montrer leur attachement à la réalisation des OMD et pour inciter les gouvernements à tenir leurs engagements. Des documents de campagne sont là aussi en cours de finalisation.

Enfin, le ministère des Affaires étrangères et européennes, avec ses partenaires, a organisé, le 19 mai, une journée d'échange et de réflexion, avec la participation du ministre, Bernard Kouchner, autour de la future position française lors du sommet OMD+10, les 20, 21 et 22 septembre 2009, à New York, Charles Josselin a pu y présenter la position des collectivités territoriales.

Université d'été du CRID - les inscriptions sont ouvertes

L'édition 2010 de cette université, qui a vocation à rassembler 800 participants du monde de la solidarité internationale, se tiendra cette année à Bordeaux-Pessac, du 7 au 10 juillet 2010. Cette excellente occasion pour prendre la température du milieu de la solidarité internationale se déroulera cette fois-ci sous le thème de « Ecologie, social, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises ».

Pour toute information : www.universite-si.org

Gestion des déchets et solidarité internationale : proposition de loi déposée par Xavier Breton, député de l'Ain et conseiller municipal de Bourg-en-Bresse, enregistrée à la Présidence du Sénat, le 6 avril 2010

S'inspirant directement du dispositif qui permet déjà aux collectivités et à leurs groupements de participer à des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, cette proposition de loi vise à insérer un nouvel article L. 1115-1-2 dans le code général des collectivités territoriales afin de :

- donner une base légale aux actions de coopération décentralisée ou de solidarité internationale menées par les collectivités territoriales et leurs groupements dans le domaine de **la gestion des déchets**, préalable essentiel pour un développement durable ;
- autoriser lesdites collectivités et groupements à participer, à ce titre, aux actions engagées soit par des organisations internationales, soit par des organismes étrangers.

« Coopération décentralisée : Eau et assainissement »

Avec le soutien de l'Agence Française de Développement et du groupe d'échange Comité Nationale de l'Eau/Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNE - CNCD) sur la coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement, le pS-Eau a réalisé un bilan des actions eau et assainissement menées par les collectivités territoriales, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et Agences de l'eau, entre 2007 et 2009.

Portant sur environ **300 acteurs et 650 actions**, l'étude a permis de caractériser :

- qui sont les acteurs de la coopération décentralisée,
- quels sont leurs niveaux de mobilisation financière,
- quelles sont les actions qu'ils soutiennent.

Une synthèse de l'étude est d'ores et déjà disponible à l'adresse suivante :

<http://www.pseau.org/cms/index.php?id=311&L=1>

La version intégrale sera prochainement publiée.

Dans le cadre de **l'Assemblée Générale de Cités Unies France et du 1er Forum de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités (ICIC) les 5 et 6 juillet 2010 au Palais des Congrès de Paris**, le pS-Eau, l'AFD et Cités Unies France proposeront une restitution et un débat autour de cette étude.

Cette conférence se déroulera **le 6 juillet 2010**, lors de la conférence « Les leviers pour l'accès durable à l'eau et à l'assainissement », **de 14h30 à 16h00**.

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du bureau exécutif	CUF	1 ^{er} juin	CUF
Première réunion du groupe-pays Inde	CUF	2 juin	CUF
4 ^{ème} édition de la journée mondiale pour un tourisme responsable	Conseil régional Ile de France	2 juin	Coalition Internationale pour un Tourisme Responsable (CITR)
Conférence régionale « Développement territorial et cohésion sociale au sein de l'espace UEMOA : quel rôle et quelles modalités d'implication des collectivités dans le processus d'intégration régionale ? »	Ouagadougou	8 - 10 juin	Commission de l'UEMOA
Séminaire pour une coopération croisée franco-brésilienne	Brasilia	10 - 11 juin	FCI
Deuxième FALP, pour des métropoles solidaires	Getafe (Espagne)	10 - 11 juin	Commission Inclusion sociale de CGLU
Semaine internationale à Bouguenais	Bouguenais	16 - 25 juin	Ville de Bouguenais
Réunion du groupe-pays Togo/ Réunion du comité du programme concerté Togo	CUF	17 juin	CUF
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	18 juin	CUF
3 ^{èmes} rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Nanjing	18 - 20 juin	Comité de pilotage
Journée d'échanges sur l'eau et l'assainissement au Burkina Faso	CUF	18 juin	pSEau/CUF
Séminaire des directeurs de la coopération décentralisée d'Afrique de l'Ouest : « Concevoir et Financer un Projet de Développement »	AFD	22 - 24 juin	DAECT/AFD/CEFEB
Réunion sur les Balkans	CUF	24 juin	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Formation « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »	AFD	24 - 25 juin	CUF/AFD
Réunion du groupe de travail sur le renforcement institutionnel	Barcelone	28 - 29 juin	Groupe de travail sur le renforcement institutionnel (CGLU)
4 ^{ème} Forum mondial des droits de l'homme	Nantes	28 juin - 1 ^{er} juillet	CGLU/ Nantes/ Région Pays de la Loire
Réunion de la commission de coopération décentralisée de CGLU	Lyon	1 ^{er} juillet	Commission coopération décentralisée de CGLU
Réunion du groupe-pays Niger	Antenne des Côtes d'Armor	5 juillet	CUF
Forum de la Coopération internationale des collectivités locales	Palais des Congrès, Paris	5 - 6 juillet	CUF/ICIC
Rencontre sur les Objectifs de Développement du Millénaire, coopération décentralisée et gouvernements locaux	Barcelone	6 - 7 juillet	Observatoire de la coopération décentralisée UE-AL
Université d'été du CRID	Bordeaux - Pessac	7 - 10 juillet	CRID
Journée régionale	Franche-Comté	8 juillet	CERCOOP (réseau régional)
Journées du réseau	Paris	19 - 21 juillet	Ministère des Affaires étrangères et européennes
XVIII ^{ème} Congrès du CIDIEU « Innovation et créativité dans la ville »	Belo-Horizonte (Brésil)	28 - 30 juillet	Centre Ibéro-américain de développement urbain
Réunion du groupe-pays Liban	CUF	10 septembre	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Erevan	7 - 8 octobre	MAEE / Ambassade de France à Erevan /Grand Lyon
Premières assises de la coopération décentralisée euro-sénégalaise	Dakar	4 - 5 novembre	Comité de pilotage
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Semaine de la solidarité internationale	France	13 - 21 novembre	CRID/CUF
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3^{ème} Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement locaux
Atelier coopération décentralisée France - Amérique latine (Brésil et Mexique, en particulier)	Ville de Mexico	entre le 17 et le 20 novembre	AFD/CUF
3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2010)
- Dossier pays INDE
(à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON
(nouvelle édition - avril 2010)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
(épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI
(à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO
(édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2010)
- Dossier pays CAMEROUN
(à paraître en 2010)
- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE
(à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- | | |
|-----------------------|-------------------------------------------|
| • franco- polonais | (France - Etats-Unis) |
| • franco- roumains | • franco-américains
(en anglais) |
| • franco- tchèques | • France - Amérique
Latine et Caraïbes |
| • franco-hongrois | • franco-sénégalais |
| • franco-chinois | • franco-togolais |
| • franco-japonais | • franco-burkinabè |
| • franco- algériens | • franco-maliens |
| • franco-marocains | • franco-malgaches |
| • franco-tunisiens | • franco-bénoinois |
| • franco-libanais | • franco-mauritaniens |
| • franco-israéliens | • franco-camerounais |
| • franco-palestiniens | |
| • franco-américains | |

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale**
(CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et l'UE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne**
(CUF-AFD, mai 2010)
- **Coopération décentralisée et alimentation en Afrique** (CUF-CFSI - mars 2010)
- **Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international** (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros

- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros

- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros

- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros

- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros

BIENTOT !

- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - juin 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUE)

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :

Prénom :

Fonction :

Collectivité :

Adresse :

CP : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org